

Art. 7. — Chaque épreuve est notée de 0 à 20. Sont déclarés admissibles les candidats qui ont obtenu aux épreuves écrites une moyenne au moins égale à 10.

Nul ne peut être déclaré définitivement admis s'il n'a obtenu un total de points au moins égal pour l'ensemble des épreuves à :

Premier et deuxième concours (spécialité Bâtiment) : 220 points.

Premier concours (spécialité Automobile) : 240 points.

Deuxième concours (spécialité Automobile) : 200 points.

Toute note inférieure à 5 est éliminatoire.

Art. 8. — Pour chaque session du concours, un jury est nommé par arrêté ministériel. Ce jury comprend :

Le directeur général des affaires politiques et de l'administration du territoire, président.

Le directeur du personnel et du matériel de la police ou son représentant.

Un administrateur civil.

Deux fonctionnaires appartenant au corps des ingénieurs du matériel.

Le jury peut également comprendre des correcteurs et examinateurs choisis en raison de leur compétence et n'appartenant pas à ces corps de fonctionnaires.

Art. 9. — Le jury procède pour chaque concours au classement des candidats par ordre de mérite.

Art. 10. — Le directeur général des affaires politiques et de l'administration du territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1966.

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général des affaires politiques  
et de l'administration du territoire,  
JACQUES BONIS-CHARANCLE.*

*Le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative,*

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

Pour le directeur général de l'administration  
et de la fonction publique empêché :

*Le sous-directeur,  
LAURENT BLANC.*

#### **Certificats d'aptitude aux fonctions d'instructeur et d'instructeur chef d'entraînement physique spécialisé dans les corps de sapeurs-pompiers.**

Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 45-437 du 17 mars 1945, modifié notamment par le décret du 14 avril 1950, portant création d'un diplôme de maître d'éducation physique et sportive et d'un brevet d'Etat d'éducation physique et sportive ;

Vu l'arrêté interministériel du 18 février 1950 instituant le certificat d'instructeur d'entraînement physique spécialisé dans les corps de sapeurs-pompiers ;

Vu l'arrêté du 23 septembre 1960, modifié notamment par l'arrêté du 15 septembre 1962, relatif aux épreuves de la première et de la seconde partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive ;

Vu l'arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du 1<sup>er</sup> août 1962, modifié notamment par l'arrêté du 26 décembre 1963, portant classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive ;

Vu l'arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports du 10 janvier 1963, modifié par l'arrêté du 22 novembre 1963, portant création d'une commission nationale chargée d'examiner les demandes d'équivalence ;

Vu le procès-verbal de la commission nationale des équivalences réunie le 3 février 1964,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé pour les personnels des corps de sapeurs-pompiers :

a) Un certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur d'entraînement physique spécialisé ;

b) Un certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur chef d'entraînement physique spécialisé.

Art. 2. — L'examen d'instructeur d'entraînement physique spécialisé comprend des épreuves adaptées aux sapeurs-pompiers et des épreuves, définies notamment par l'arrêté du 15 septembre 1962, de l'examen de maître d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie) institué par le décret modifié n° 45-437 du 17 mars 1945 susvisé.

Le programme de ces épreuves fait l'objet des annexes 1 à 3 du présent arrêté (1).

Art. 3. — Les candidats au certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur chef d'entraînement physique spécialisé devront avoir obtenu la mention « bien » à l'examen d'aptitude aux fonctions d'instructeur et être titulaires du B. E. P. C. ou d'un diplôme équivalent (ou avoir subi avec succès un examen probatoire du même niveau) pour être admis à se présenter aux épreuves.

(1) Les annexes peuvent être consultées dans les préfectures (direction départementale de la protection civile et inspection des services d'incendie et de secours).

Art. 4. — L'examen d'instructeur chef d'entraînement physique spécialisé (degré supérieur) comprend des épreuves adaptées aux sapeurs-pompiers et des épreuves, définies notamment par l'arrêté du 15 septembre 1962, de l'examen de maître d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie) institué par le décret modifié n° 45-437 du 17 mars 1945 susvisé.

Le programme de ces épreuves fait l'objet de l'annexe 4 du présent arrêté.

Art. 5. — Les épreuves des examens d'instructeur et d'instructeur chef sont passées devant un jury désigné par le ministre de l'intérieur et le ministre de la jeunesse et des sports. Les modalités de formation des candidats et d'organisation des examens feront l'objet d'instructions arrêtées en commun par les deux ministères.

Art. 6. — Les programmes et les épreuves des deux examens, arrêtés en commun par le ministre de l'intérieur et le ministre de la jeunesse et des sports, sont publiés en annexe au présent arrêté.

Art. 7. — Le certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur permet le classement de ses titulaires dans la troisième catégorie des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive (niveau : diplôme de maître, 1<sup>re</sup> partie).

Le certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur chef permet le classement de ses titulaires dans la deuxième catégorie des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive. Il confère les avantages attachés au brevet d'Etat d'éducation physique et sportive, institué par le décret du 14 avril 1950 (modifié par le décret n° 51-54 du 13 janvier 1951) modifiant le décret n° 45-437 du 17 mars 1945 susvisé.

Art. 8. — Les sapeurs-pompiers titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur d'entraînement physique spécialisé à la date de parution du présent arrêté bénéficient des dispositions prévues au premier alinéa de l'article 7.

Peuvent de plus obtenir le certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur chef d'entraînement physique spécialisé (degré supérieur) les titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'instructeur d'entraînement physique spécialisé, âgés de moins de quarante-cinq ans, ayant obtenu la mention « bien » et agréés par le ministère de l'intérieur et le ministère de la jeunesse et des sports.

Art. 9. — Les brevets et diplômes énoncés dans les décrets et arrêtés figurant en annexe 7 permettent aux sapeurs-pompiers qui les détiennent de bénéficier de l'équivalence avec les certificats d'aptitude aux fonctions d'instructeur ou d'instructeur chef.

Art. 10. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 18 février 1950 en tant qu'elles sont contraires au présent arrêté.

Art. 11. — Le préfet chargé de la direction du service national de la protection civile au ministère de l'intérieur et le directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 septembre 1966.

*Le ministre de l'intérieur,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le préfet, directeur du cabinet,  
JACQUES AUBERT.*

*Le ministre de l'éducation nationale,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
JEAN DOURS.*

*Le ministre de la jeunesse et des sports,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du cabinet,  
RENÉ HABY.*

#### **Commissions départementales des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires.**

Par arrêté du 4 octobre 1966, les dispositions de l'arrêté du 5 mai 1961, modifié par les arrêtés des 6 novembre 1961 et 1<sup>er</sup> août 1963, sont modifiées ainsi qu'il suit en ce qui concerne la présidence des commissions départementales des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires dans le ressort du tribunal administratif de Caen :

Département du Calvados.

Président titulaire : M. Roger Bluzat, en remplacement de M. Marcel Cantais.

Président suppléant : M. Marcel Cantais, en remplacement de M. Jean-Marie Delbeque.

Département de l'Orne.

Président titulaire : M. Roger Bluzat, en remplacement de M. Jean-Marie Delbeque.

Département de la Sarthe.

Président titulaire : M. Marcel Cantais, en remplacement de M. Jean-Marie Delbeque.

Président suppléant : M. Roger Bluzat, en remplacement de M. Marcel Cantais.

Département de la Manche.

Président suppléant : M. Roger Bluzat, en remplacement de M. Jean-Marie Delbeque.